



**Plus qu'un petit malaise...
et pas mal à l'aise !!**

CAP 2022 : Consortium Actif de Privatisation

À l'heure de prendre sa retraite d'animateur et de producteur TV, croyant être en mesure d'infléchir, à défaut de promouvoir la politique globale de l'Environnement, c'est celle des marchands de rêves en matière de transition écologique qui est à l'œuvre. La bonne prise des marcheurs cours à visage masqué.

Rien à redire sur la forme et sur la Com. Celle-là même qui a conduit à l'élection d'un banquier, avec un des taux d'abstentionniste record ! « *De 2 maux, il faut choisir le moindre* » C'est souvent la position et un sentiment partagé des Français-e-s. Et Aujourd'hui ?

Sur la méthode et sur le fond, Solidaires tient à sortir de l'illusion, car il s'agit bien de cela ! Le Green washing¹ du gouvernement et du ministère en charge de la politique de la protection de la nature, de l'environnement et du développement durable, un an après, vire au scepticisme ambiant.

Solidaires, militant au service du bien public et de l'intérêt général, de l'intérieur du MTES², y a cru un temps aussi ! Force est de constater que les promesses et engagements ne seront, ou plutôt ne pourront pas être tenus, sauf pour les moins vulnérables et les plus aisés, cela va de soi...

La privatisation générale est le point commun en cours de réalisation et à venir, dans la continuité de l'action du précédent ministre de l'économie. Sous le sceau de l'ouverture à la concurrence, l'État brade les bijoux de famille, avec l'aval pressant de l'Union Européenne, qui de son côté développe un arsenal de directives pour ouvrir à la mondialisation à tous crins. Le démantèlement industriel de la France continue !

Comment peut-on laisser vendre 150 barrages hydro-électriques, les plus puissants et les plus modernes (12 % (25 GW) de la production d'électricité nationale et, tenez-vous bien, 70 % de la réserve "tampon" d'électricité pour pallier aux pointes de consommation, sur les 433 Français ? Une des seules productions d'énergie propre dont on dispose au moment opportun et qui est renouvelable, décarbonée, contribuant à atteindre les conditions de la COP 21 et permettant d'assurer le refroidissement des centrales nucléaires !

De ce postulat, difficile, mais pas impossible, en l'absence de communication des éléments préconisés dans le rapport du comité de privatisation des entreprises publiques de saisir le sens de la mise en œuvre et du suivi de la politique Jupitérienne. D'abord élaguer les missions de service public dites non prioritaires. Puis déstructurer les services de nos administrations existantes en transférant leurs attributions à des tiers (privés). Ensuite, couper davantage dans les effectifs. Qu'on se le dise, l'impôt, même à la source, ne baissera pas ! du moins pas pour les salariés !!

Nous aurons probablement raison dès que le contenu du rapport sortira, en octobre 2018, au lieu d'avril, puisque « *des choix forts et courageux seront engagés - E.M* » lorsqu'il interviendra alors que les décisions les plus structurantes auront été prises, durant l'été. Le nouveau monde ressemble beaucoup à l'ancien...

Le « droit à l'erreur », le pouvoir des préfets de déroger à la réglementation, la loi « secret des affaires » visant à protéger les « puissants » et à empêcher les lanceurs d'alerte à porter l'information au public, la loi « asile et immigration » avec mise en rétention des enfants et faisant porter le « délit de solidarité », toujours pas alignée sur le droit international et à l'encontre des êtres humains venant en aide aux réfugiés. Curieuse justice et République démocratique !

La privatisation généralisée des projets en cours et à venir est le point de convergence. C'est le cœur névralgique de l'action Macronnienne. **Réapproprions-nous collectivement le bien commun : santé, enseignement, finances, transports (aéroports, ports, autoroutes, rails), énergie et eau potable...**

1 Le green washing, ou en français l'éco blanchiment, consiste pour une entreprise (même publique) à orienter ses actions marketing et sa communication vers un positionnement écologique. C'est le fait souvent, de grandes multinationales qui de par leurs activités polluent excessivement la nature et l'environnement. Alors pour redorer leur image de marque, ces entreprises dépensent dans la communication pour « blanchir » leur image.

2 Ministère de la transition écologique et (pas) solidaire.